



**Jour  
J-122**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

5ÈME RECENSEMENT DE LA POPULATION

Voici l'état d'avancement de l'opération et les perspectives

# LA PRESSE DCF

**03/09/2019**

Coopération Bénin- Côte d'Ivoire

P2

**Ouattara et Talon ont échangé hier**

Opération "Agir pour les jeunes 2 "

P3

**11 milliards de F Cfa dans la cagnotte pour 19 500 porteurs de projets**

Joël Hounsinois (Dga de Bolloré Transport & Logistics Côte d'Ivoire)

P6

**"Aerohub aura un impact positif sur le panier de la ménagère"**

MISE EN ŒUVRE DU PROJET SWEDD

P9

**Les responsables de suivi-évaluation  
formés à l'usage d'un nouvel outil**

5ÈME RECENSEMENT DE LA POPULATION

P9

Voici l'état d'avancement de l'opération et les perspectives

## Coopération Bénin- Côte d'Ivoire Ouattara et Talon ont échangé hier

Le Chef d'État béninois a effectué, hier, une visite d'amitié et de travail en terre ivoirienne.

Le Président Alassane Ouattara a reçu, hier en audience, son homologue béninois Patrice Talon. Aucune déclaration n'a sanctionné cette rencontre qui a eu pour cadre la résidence du Président de la République à Cocody-Riviera. Les échanges entre les deux grands hommes d'État, selon les informations en notre possession, ont porté sur la coopération entre la Côte d'Ivoire et le Bénin. Les relations bilatérales entre les deux pays datent de très longtemps. Du temps des Présidents Félix Houphouët-Boigny et Hubert Manga. Ils sont liés par de nombreux accords. En la matière, en 2014, les deux ministres des Affaires étrangères de l'époque avaient procédé à Cotonou à la signature d'une dizaine d'accords visant à dynamiser leurs relations bilatérales. Ces accords concernaient entre autres les secteurs militaire et technique, la solidarité nationale, la consolidation de la famille, la promotion de la femme et la protection de l'enfant, la microfinance et l'emploi des jeunes et des femmes et le domaine de l'information et de la communication.

Ils couvraient aussi la formation professionnelle, la mise en œuvre du programme d'application de la convention culturelle pour les années 2014-2016. Le transport aérien, le domaine de l'éducation et de l'enseignement technique, la création d'un comité conjoint de suivi et d'évaluation des décisions et recommandations de la grande commission mixte de coopération n'ont pas été omis. La signature de ces accords avaient pour objet de donner davantage de visibilité à la coopération bilatérale et de traduire dans les réalités socioéconomiques et politiques les aspirations légitimes des populations originaires des



Les Présidents Patrice Talon et Alassane Ouattara ont réitéré leur volonté de renforcer les liens de coopération entre Yamoussoukro et Cotonou...

deux États liés par l'histoire, le voisinage, la culture. Les Présidents Ouattara et Talon, dans les discussions d'hier, en croire nos sources, ont fait un tour d'horizon des actions menées dans l'intégration sous-régionale. Notamment les mesures relatives à la libre circulation des biens et des personnes dans l'espace Cedeao. La question du terrorisme, de bonnes sources, a été abordée par les deux hommes d'État. Sur tous ces points, nos informations indiquent qu'il y a une parfaite convergence de vues entre les Président Ouattara et Patrice Talon. Pour eux, en matière de lutte contre le terrorisme, il faut que les différents services ou agences de renseignements des pays de la Cedeao et au-delà, mutualisent leurs efforts.

KANATÉ MAMADOU



... en présence de certains de leurs collaborateurs. (PH: HONORÉ BOSSON)

## Promotion de la démocratie Des jeunes en formation à Grand-Bassam

Il y a plus de 30 jeunes venus de douze pays d'Afrique pour débattre des questions de la démocratie et de la prospérité sur leur continent. Installés à Grand-Bassam, avec l'appui de la Konrad-Adenauer-Stiftung (Kas), du 29 au 31 août, ces jeunes membres de l'Union des partis démocratiques d'Afrique (Uda) entendent, selon N'Guessan Edwige

Wassa, la présidente Afrique francophone de cette plateforme politique, contribuer à faire face aux défis de l'Afrique. Notamment la migration et l'absence des jeunes dans les instances décisionnelles. Le choix du thème central : « Quelle contribution de la jeunesse de la Uda à l'émergence d'une société démocratique et prospère » est, a-t-elle indiqué, un vaste sujet de réflexion

autour duquel les jeunes des partis membres présents à Grand-Bassam vont échanger, afin de dégager des perspectives à soumettre à leurs responsables politiques. Brahim Kamagaté, secrétaire exécutif chargé de l'encadrement des jeunes du Pdc-Rda, salue cette initiative de la Kas parce qu'elle contribue, a-t-il estimé, à la promotion de la démocratie, de la justice, de la

liberté et de la solidarité dans le but de préserver la paix en Afrique et dans le monde. Il en veut pour preuve le présent séminaire qui permettra d'inculquer à la jeunesse africaine, qui représente 70% de la population, ces valeurs. « Les jeunes sont au centre de tous les débats. En tant que fer de lance des partis politiques, il est important de s'interroger sur leur contribution à l'émergence

d'une société démocratique et prospère », a-t-il préconisé. C'est pourquoi il a rappelé aux jeunes que leur contribution suppose une bonne connaissance des valeurs suivantes : démocratie, paix, tolérance et amour, inscrites au programme de la formation. Pour Florian Kamer, représentant résident de la Kas, la jeunesse a sa partition à jouer dans le relèvement des nom-

breux défis auxquels l'Afrique est confrontée. « Vous avez donc besoin de vous imprégner des valeurs du centre droit et de le promouvoir au quotidien », leur a-t-il recommandé. Avant de leur rappeler que s'engager dans la politique, c'est faire bouger les lignes, avec, toujours, des projections sur l'avenir.

HERVÉ ADOU

Nouvelle Cei

# Le Fpi et le gouvernement s'accordent sur sa composition

La représentation de l'opposition à la Commission électorale indépendante était au menu des échanges, hier, entre le ministre d'État, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko et le président du Front populaire ivoirien, Pascal Affi N'Guessan.

**L**e gouvernement a reçu, hier, le Front populaire ivoirien. Le cabinet du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité a servi de cadre au ministre d'État, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko et au président du parti à la rose, Pascal Affi N'Guessan, pour s'accorder sur la composition de la Commission électorale indépendante (Cei). Notamment la représentation de l'opposition au sein de cette commission.

Le Fpi, par la voix de son président, a souhaité qu'une ordonnance soit prise pour modifier la nouvelle loi sur la Cei afin d'améliorer la représentation de l'opposition. À cette préoccupation, le gouvernement a opposé le fait que cette loi étant déjà votée par les deux chambres du Parlement, il était mal fondé pour le Président de la République de prendre une ordonnance qui viendrait contredire ces dispositions. Toutefois, dans un souci de transparence et



Le ministre d'État Hamed Bakayoko a reçu, hier, une délégation du Front populaire ivoirien conduite par son président, Pascal Affi N'Guessan. (PHOTOS: DR.)

## Tournée de mobilisation Le Rpp investit l'Est du pays

**L**e Rassemblement pour la paix, le progrès et le partage (Rpp) mobilise ses bases de la partie Est de la Côte d'Ivoire. Son secrétariat national chargé de l'organisation, de la mobilisation et des nouvelles adhésions, dans cette perspective, visité du 26 août au 1<sup>er</sup> septembre les villes de Bouna, Nassian, Bondoukou, Tanda et Koun-Fao ainsi que des villages du grand Est. La délégation, conduite par Kané Soumaila, a procédé, à cet effet, à la remise des mandats des responsables de coordination. Elle a expliqué aux militants du Bounkani et du Gontougo « l'opération 2 millions d'électeurs pour le RPP en 2020 ». En sa qualité de premier responsable de secrétaire national chargé de l'organisation de la mobilisation et des nouvelles adhésions, celui-ci a aussi demandé aux militants de s'apprêter pour la conquête du pouvoir en 2020. « Le ministre Ouattara Gnonzié (président du Rpp, Ndlr) nous demande de nous mobiliser et d'être prêts à arracher le pouvoir dans les urnes en octobre 2020. Mais avant d'y arriver, sachez qu'il y aura beaucoup d'obstacles. Il faut savoir éviter la violence et les intimidations. Ne cédez



Ouattara Gnonzié, président du Rpp.

jamais à la provocation, car nous avons un objectif à atteindre : la conquête pacifique du pouvoir en 2020. Pour cela, nous devons participer à toutes les étapes du processus électoral à venir », a-t-il entretenu les partisans de son parti. Yeboua Kouamé, président de la coordination départementale de Bondoukou, s'est

voulu rassurant quant à la détermination des militants à porter haut les couleurs du Rpp dans leur région. « Nous soutenons toutes les actions du président Ouattara Gnonzié. Nous sommes engagés pour la victoire du RPP ici à Bondoukou », a-t-il fait savoir.

KM  
SIRIOM

d'apaisement, l'Exécutif ivoirien a décidé d'ouvrir une brèche à l'opposition. Il s'agit de l'associer au choix du président de la Cei. « Le gouvernement permet que le choix du président de la Cei se fasse en concertation avec l'opposition. De sorte qu'il soit une personnalité consensuelle non marquée politiquement », confie Pascal Affi N'Guessan. Qui annonce aussi l'obtention d'un poste de vice-président par l'opposition « pour qu'elle puisse contrôler l'ensemble du processus ». Le gouvernement consent, par ailleurs, que l'opposition ait des postes dans le bureau de la Cei ainsi que dans ceux des commissions locales. Si Pascal Affi N'Guessan affiche un satisfecit face à ces avancées qui feront l'objet d'un procès-verbal

que les parties signeront, il évoque cependant d'autres questions qui seront au centre de négociations futures. Il s'agit, entre autres, de l'enrôlement des électeurs, des conditions d'inscription sur la liste électorale, du découpage administratif, du mode de scrutin et de la compétence de la Cei. A toutes ces questions institutionnelles, le Fpi évoque l'organisation pratique du scrutin. C'est pour cela qu'il souhaite échanger avec le gouvernement sur des questions essentielles. Notamment le financement de la campagne électorale, le plafonnement de ce financement, le remboursement des frais de campagne. A cela, il faut ajouter la gestion du contentieux électoral et la sécurisation du processus.

C'est dans un climat détendu et apaisé que la rencontre entre le ministre d'État, ministre de la Défense et le président du Front populaire ivoirien (Fpi) s'est déroulée. Elle relance le dialogue politique toujours prôné par le Président de la République, Alassane Ouattara, pour aboutir à des élections apaisées et crédibles dont les résultats seront acceptés par tous les acteurs. La Cei, dans sa nouvelle configuration, comprend 15 membres. Il s'agit d'un représentant du Président de la République, un du ministre de l'Intérieur, six de la société civile, six des partis politiques et un représentant du Conseil supérieur de la magistrature.

MARC YEVOU

## Faction dissidente du Fpi Le fédéral d'Alépé défie Assoa Adou

**C**élestin Amon, secrétaire fédéral proche de Simone Gbagbo, dit non à Assoa Adou, secrétaire général de la faction dissidente du Fpi. Il a refusé de se voir remplacer par N'Guessan Yapo Stanislas. Selon un communiqué qui remonte au mois de juillet, les cadres de l'aile dure du Fpi reprochent à Célestin Amon son indiscipline et son insubordination avérée à l'endroit des

responsables de son parti. En foi de quoi, ceux-ci, dans la note qui avait été publiée à cette période, avaient annoncé sa révocation. Assoa Adou et Laurent Akoun, deux cadres frontistes, étaient donc allés traduire en acte, samedi dernier, cette décision en investissant, au cours d'une cérémonie, N'Guessan Yapo Célestin nouveau secrétaire fédéral d'Alépé. Célestin Amon et ses partisans, qui y étaient

opposés, organiseront des manifestations de défiance et de mécontentement, allant jusqu'à casser les chaises et démonter les bâches dressées sur le lieu de la cérémonie d'investiture. Ces images ont fait le tour des réseaux sociaux. Dans les vidéos diffusées sur la Toile, l'on entendait des jeunes scander : « Amon, Amon », signe de leur soutien à ce dernier.

K. M.

## Opération "Agir pour les jeunes 2"

## 11 milliards de F Cfa dans la cagnotte pour 19 500 porteurs de projets

Le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mamadou Touré, a lancé, hier, l'édition 2019 de l'initiative de financement des activités génératrices de revenus des jeunes.

**A** compter de ce mois de septembre, les jeunes ivoiriens porteurs de projets d'activités génératrices de revenus (Agr) peuvent postuler auprès de l'Agence emploi jeunes (Aej) ou dans les guichets emploi de leurs localités respectives pour bénéficier d'un financement. Pour cette opération dite "Agir pour les jeunes 2", le gouvernement ivoirien et ses partenaires ciblent 19 500 bénéficiaires pour une enveloppe globale de 11 milliards de F Cfa. L'initiative a été officiellement lancée, hier, au Plateau, par le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes (Mpjej). Mamadou Touré a indiqué que c'est fort de l'expérience réussie de l'acte 1 de l'opération "Agir pour les jeunes", qui a permis de financer, en 2015-2016, les projets de



Mamadou Touré (4e à partir de la gauche) a appelé tous les jeunes Ivoiriens porteurs de projets à s'approprier cette opération nationale de financement d'Agr. (PHOTO : VERONIQUE DADIE)

décidé de remettre le couvert. L'opération, a-t-il fait savoir, s'inscrit dans le

cadre du Programme social du gouvernement (Ps-Gouv 2019-2020) qui,

en son axe 4, porte sur l'employabilité et l'autonomisation des jeunes et

des femmes. « L'objectif de l'opération "Agir pour les jeunes 2" est de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes à travers des Agr. Les montants des financements pour les projets individuels vont de 100 000 à 1 000 000 de F Cfa. Pour les projets col-

lectifs, les financements plafonnent à 2 500 000 F Cfa », a relevé Mamadou Touré. Les financements, qui sont des emprunts, accordés par le réseau Coopec, doivent être remboursés dans un délai de 12 à 18 mois, avec un taux d'intérêt de 10,5 %. « L'initiative est entièrement gratuite. Aucun jeune, quel qu'il soit, ne doit déboursier le moindre centime pour en bénéficier », a averti le ministre.

Pour l'administrateur de l'Agence emploi jeunes, Jean-Louis Kouadio, le projet "Agir pour les jeunes 2" est un volet important du programme de développement de l'entrepreneuriat des jeunes qui devra permettre, à terme, d'insérer 131 000 jeunes dans les Agr, les micro et petites entreprises et les projets structurants. « Je demande à tous les jeunes de 18 à 40 ans de prendre d'assaut, dès le 9 septembre, tous les guichets emploi, les agences régionales de l'Aej, les directions régionales et départementales du Mpjej et les agences Coopec pour s'inscrire à l'effet de bénéficier de l'opération », a-t-il exhorté.

GERMAIN GABO

## Présidentielle 2020 / Adjoumani aux opposants : « Ne rusez pas avec la démocratie »

**L**e porte-parole principal du Rhdp, Kobenan Kouassi Adjoumani, a profité, le week-end, d'une cérémonie festive d'hommage au Président de la République Alassane Ouattara à Maféré, localité située dans le sud-est de la Côte d'Ivoire, pour inviter les acteurs politiques de l'opposition à ne pas troubler l'ordre par leurs actions. Ces derniers, a-t-il dit, risquent de provoquer des troubles dans le pays. « Cessons de jouer avec la paix, cessons de ruser avec la démocratie, car il n'y aura pas de place pour le désordre. Les Ivoiriens veulent vivre en paix, ils ne veulent pas que les élections à venir soient une nouvelle occasion de déchirure », a-t-il insisté. En effet, selon le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani, des voix s'élèvent, précisément dans le camp des partis politiques de l'opposition, pour contester la composition de la Commission électorale indépendante. En dépit du vote à l'hémicycle et la promulgation de la loi sur la Cei. Pour lui, ce texte de loi relatif à la composition de l'institution en charge d'organiser les élections en



Le porte-parole principal du Rhdp, Kobenan Kouassi Adjoumani.

Côte d'Ivoire est le fruit d'une série de rencontres tripartites entre les formations politiques de l'opposition, celles proches du gouvernement et la société civile. « Ce dossier a été totalement vidé et épuisé. Malheureusement, des gens veulent s'en servir pour créer un problème (...) Même l'Union africaine (Ua), institution de laquelle relève la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Cadhp) est satisfaite et a tenu à féliciter le gouverne-

ment. Mais, cette opposition, la même, continue de crier à cor et à cri. Elle refuse de nommer ses représentants qui siègeront à la Cei alors que l'Apdh qui a introduit la plainte en 2016 a non seulement siégé jusqu'au bout, mais aussi, elle a désigné son représentant », a-t-il expliqué. Par conséquent, il a demandé aux opposants de sensibiliser leurs partisans dans la perspective des élections transparentes et sans troubles en 2020. « Ici, je

voudrais, au nom du Premier ministre, leur adresser un message fraternel : mettons balle à terre et mettons-nous ensemble pour préparer les élections de 2020 », a-t-il lancé. Evoquant la cérémonie d'hommage au Chef de l'Etat, il a fait savoir que Maféré, séduite par les actions de développement d'Alassane Ouattara, a tenu à le magnifier. « Maféré merci ! Populations du Sud Comoe merci, merci pour votre extraordinaire mobilisation de ce jour, car si vous avez décidé de dire merci au Président Alassane Ouattara, c'est parce que vous avez été touchées par le travail qu'il a abattu, c'est parce que vous êtes sensibles aux efforts qu'il entreprend pour améliorer sans cesse les conditions de vie des Ivoiriens. Cela à travers la construction d'écoles, de centres de santé, de collèges, d'hôpitaux, de routes, de ponts, de châteaux d'eau, de marchés... », s'est-il félicité. Kobenan Kouassi Adjoumani a invité les populations de cette cité à se mobiliser pour la victoire du Rhdp en 2020.

K. MAMADOU

COMMUNIQUÉ  
ASSEMBLÉE NATIONALE

**S**on excellence Amadou Soumahoro, président de l'Assemblée nationale,

Monsieur Hamed Bakayoko, ministre d'Etat, ministre de la défense  
Madame Sarha Sako Fadiga, 1<sup>re</sup> vice-président du Sénat

Monsieur Sanogo Moussa, secrétaire d'Etat chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat

Monsieur le ministre Moussa Dosso, président du Conseil régional du Béré  
Monsieur le ministre Amiral Mohamed Lamine Fadiga  
Monsieur le ministre Sanogo Mamadou, président du Conseil régional du Bafing

Le commandant Ladj Karakoko  
Convient

-Les élus (députés, sénateurs, présidents et membres des conseils municipaux)  
-Les présidents de Conseils d'administration, les directeurs généraux, les directeurs centraux, les cadres ;  
A une rencontre le jeudi 05 septembre 2019 à la rotonde de l'Assemblée nationale à 17h  
Ordre du jour  
1-remerciements  
2-Informations  
3-Préparatifs de la journée d'hommage des populations du Woroba (Séguéla, Mankono, Toubia) à SEM Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire.  
4-Divers

AMADOU SOUMAHORO,  
(PRÉSIDENT  
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE)

Cepe, Bepc et Bac 2019

# Les meilleurs élèves de Treichville récompensés

Le premier magistrat de la commune a présidé la cérémonie d'excellence en l'honneur de sa commune.

**F**rançois Albert Amichia, maire de Treichville, a récompensé, hier, les meilleurs élèves de sa commune aux sessions 2019 des examens à grand tirage. Le ministre de la Ville a, lors d'une cérémonie officielle dite des "Oscars de l'excellence", organisée dans l'enceinte de la mairie, distingué les candidats qui ont réussi avec brio les examens du Cepe, du Bepc et du Bac dans la commune N'Zassa. Au nombre de dix, les lauréats ont reçu des ordinateurs portables et du matériel didactique.

Le premier magistrat de la commune de Treichville a, après les avoir félicités, exhorté les récipiendaires à rester concentrés sur leurs études et à maintenir le cap de l'excellence. L'initiative des "Oscars de l'excellence" vise, selon lui, à célébrer et à promouvoir le travail. « C'est ensemble que nous allons réussir ce challenge. Notre cité se distingue à chaque examen scolaire, et je dois dire que c'est une fierté personnelle », s'est réjoui François Amichia.



François Amichia a appelé les lauréats à maintenir le cap de l'excellence. (PHOTO: D. R.)

Pour lui, une Côte d'Ivoire disciplinée et unie ne peut se bâtir qu'à travers la culture de l'excellence. « Chers enfants, le travail, le travail et le travail... c'est cela la clé de toute réussite (...). Les colonies de vacances et les "Oscars de l'excellence" seront toujours au profit des meilleurs élèves.

Il faut travailler pour avoir de bons résultats. Il faut être assidu à l'école, être poli vis-à-vis de vos parents, respecter les lois et règlements du pays, être discipliné », a conseillé le maire au nombreux public majoritairement composé d'écouliers et d'élèves. Il s'est, par ailleurs,

félicité de l'existence de "microbes" dans sa commune, puis enjoint les parents à demeurer mobilisés contre le phénomène. François Amichia a également profité de l'événement pour annoncer le lancement, dans les jours à venir, d'une opération de prises en charge sco-

laire d'un montant de 100 millions de FCfa. Bien avant lui, la directrice régionale de l'Éducation nationale d'Abidjan 2, Florence Lekpeli, a remercié les actions des autorités municipales de Treichville en faveur de l'éducation. Elle a encouragé les élèves à persévérer sur la voie

du succès. A sa suite, la porte-parole des primés, Koné N'Tié, meilleure bachelière nationale pour la série G2, a remercié le maire pour son appui à l'éducation des enfants de sa commune.

GERMAIN GABO  
(INFO : SERCOM MAIRIE DE TREICHVILLE)

## RÉSULTATS DU BTS 2019

### Des étudiants manifestent contre certaines «injustices»

Voici ce qu'ils réclament

**L**es résultats du Brevet de technicien supérieur (Bts) pour l'année 2019, sont connus depuis le vendredi 30 août 2019. Trois jours après leur publication, des étudiants réunis au sein du Collectif des étudiants des grandes écoles et élèves de l'enseignement professionnel et technique de Côte d'Ivoire (Cegeptci) ont manifesté devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, hier lundi 2 septembre 2019 à Abidjan-Plateau. Des membres du collectif rencontrés sur place, ont expliqué leurs motivations.

Aka Francis, secrétaire à l'organisation du bureau national du Cegeptci, a fait savoir qu'il s'agissait de dénoncer certaines «injustices» dont sont victimes plus d'un millier d'étudiants. Au nombre des insuffisances relevées, des omissions

de notes, des étudiants marqués absents sur leurs collantes bien qu'ayant composé, ainsi que d'autres qui ne reconnaissent pas les notes obtenues dans leurs "matières de base". «Des étudiants qui ont composé dans plusieurs matières, se voient marqués absents sur leurs collantes. Leurs résultats n'ont pas été pris en compte dans ces matières. Certains ont eu des notes qu'ils trouvent injustes au regard des résultats obtenus durant l'année académique», a déploré le secrétaire à l'organisation du bureau national du Cegeptci. Au total, ce sont des centaines d'étudiants (environ 500) qui ont crié leur colère hier pour que des solutions soient trouvées à leurs problèmes.

Engagements. À en croire Aka Francis, une délégation du Cegeptci a été reçue, hier lundi à la Direction de l'orientation et

des bourses par Ibrahim Lokpo, directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle. Il a indiqué qu'au terme des échanges, ce dernier a pris l'engagement de trouver des solutions efficaces aux problèmes des étudiants. «M. Lokpo nous a rassurés que ce qu'il y a à rectifier le sera. Il a pris cet engagement et avec lui, nous nous sommes rendus au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique où nous avons eu une rencontre avec des membres du cabinet du ministre», a signifié le secrétaire à l'organisation du bureau national du Cegeptci.

Aka Francis a profité de l'occasion pour attirer l'attention sur le fait que «depuis l'an dernier, des réclamations d'étudiants sont restées sans suite». Il a promis reprendre la marche si



Les membres du Cegeptci ont dit avoir confiance dans les engagements pris par leurs interlocuteurs. (Ph. DR)

les engagements ne sont pas tenus. Faut-il le souligner, Aka Francis était accompagné de plusieurs membres du Cegeptci, dont Maixent Koffi, secrétaire aux affaires extérieures du bureau national

du collectif. Notons que le bureau du Cegeptci compte 27 membres avec 2 rattachés au bureau national et 10 coordinations réparties sur toute l'étendue du territoire ivoirien.

Eddy BIBI

Joël Hounsinois (Dga de Bolloré Transport &amp; Logistics Côte d'Ivoire)

## “Aerohub aura un impact positif sur le panier de la ménagère”

La multinationale inaugurera, demain 4 septembre, à Abidjan, son “Aerohub”, une nouvelle plateforme logistique située dans la zone aéroportuaire. Le directeur général adjoint de la filiale ivoirienne de cette société partage les ambitions de ce hub logistique.

**Bolloré Transport & Logistics inaugure, ce mercredi 4 septembre, à Abidjan, en zone aéroportuaire, un hub logistique. En quoi consiste cet Aerohub ?**

Cette plateforme a vocation à recevoir, stocker dans des conditions optimales, puis distribuer les marchandises venues du monde entier à destination du marché ivoirien et sous-régional. La plateforme est accessible depuis les pistes de l'aéroport tout en restant relativement proche du terminal portuaire via l'axe Vridi-Port Bouet. Outre les prestations de logistique à forte valeur ajoutée (emballage, étiquetage, impression, kitting, co-packing, cross docking), nous avons développé une offre de distribution locale tri-température à destination de nos clients.

Prévu, à terme, sur une superficie de 15 000 m<sup>2</sup>, ce sont 6 000 m<sup>2</sup> qui sont mis en service aujourd'hui. Cette plateforme logistique, réalisée en 12 mois par nos équipes ivoiriennes, avec le concours de quelques entreprises locales, a bénéficié du savoir-faire de Bolloré Transport & Logistics. 4,5 milliards de FCFA ont d'ores et déjà été investis pour l'Aerohub qui mobilisera, à l'horizon 2021, 8 milliards de FCFA. Cette infrastructure s'inscrit durablement dans la dynamique de croissance du pays.

**Quels sont les atouts de l'Aerohub ?**

L'Aerohub, comme son nom l'indique, est un point de connexion entre les flux logistiques maritime ou aérien du transport international et les consommateurs finaux. Sa localisation offre une excellente opportunité de mutualisation de ces flux, entre le Port et l'Aéroport d'Abidjan.

Aerohub permet de stocker des marchandises de différents secteurs. Principalement des produits alimentaires secs, frais et surgelés,



des produits technologiques à haute valeur ajoutée et des produits pharmaceutiques nécessitant des conditions de stockage exigeantes. Les flux à l'import sont soit destinés au marché local soit réexportés vers la sous-région ouest-africaine.

Nous proposons sur un même lieu, un stockage tri-température (surgelé, froid positif, température ambiante), pour une grande variété de produits, avec un système de gestion d'entrepôt, assurant la traçabilité en temps réel des marchandises.

Enfin, grâce à la centaine de collaborateurs mobilisés sur ce hub logistique, nous allons proposer une offre compétitive de stockage et permettre

aux clients de mieux maîtriser leurs coûts. Nous allons faciliter l'accès à une logistique sur-mesure aux PME locales. Aerohub aura donc naturellement un impact sur le panier de la ménagère qui disposera ainsi de produits de qualité, dans des délais raisonnables avec des coûts logistiques moindres.

**Qu'est-ce qui a motivé le choix de la Côte d'Ivoire pour un tel investissement ?**

Bolloré Transport & Logistics est un acteur majeur de la transformation logistique du continent et investit chaque année 300 millions d'euros. Il est présent en Côte d'Ivoire depuis de nombreuses années. C'est un marché qu'il connaît

bien et qui lui permet d'accompagner le développement socio-économique du pays en offrant des capacités logistiques adaptées pour la Côte d'Ivoire.

La mise en exploitation de l'Aerohub favorisera également les échanges interafricains, au centre de la stratégie de développement du groupe, pour une meilleure intégration économique de l'Afrique. Le pays est, en effet, le poumon économique de la sous-région et sa position stratégique sur la façade maritime en fait un véritable carrefour des échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et les autres parties du monde. Et les opérateurs économiques de la sous-région et notamment les Pme formu-

lent le besoin d'un service de qualité, aux standards internationaux.

**Le besoin d'une chaîne logistique durable fait aussi partie des préoccupations de la Côte d'Ivoire. Aerohub adresse-t-il cette problématique ?**

L'Aerohub intègre de nombreux systèmes innovants pour réduire l'empreinte environnementale de ses activités et préserver la biodiversité. Bolloré Transport & Logistics a notamment équipé ce hub logistique d'engins électriques de manutention qui seront, à terme, alimentés par des panneaux solaires.

Grâce à la construction de bassins de rétention des eaux pluviales sur cette plateforme, les risques d'inondation sont également minimisés. En plus de l'installation de tôles translucides, son système d'éclairage automatisé s'appuie sur des détecteurs de mouvements, et permet de réduire la consommation d'énergie.

Bolloré Transport & Logistics reste cohérent dans sa vision d'investir, sur le long terme, dans le développement d'offres innovantes, connectées et respectueuses de l'homme et de son environnement.

Et c'est l'occasion de rappeler que notre groupe a notamment promu la 1<sup>ère</sup> ligne de bus

électriques sur le campus de l'Université de Cocody à Abidjan.

**6 000 m<sup>2</sup> ont d'ores et déjà été mis en service à Aerohub, quelles seront les autres phases de développement ?**

Bolloré Transport & Logistics envisage, dès la fin de l'année, le démarrage de la phase II du projet Aerohub. Elle comporte la construction d'un entrepôt moderne, exclusivement dédié à la logistique aérienne. Ce qui aura un impact notable pour les compagnies aériennes qui desservent la sous-région.

Aussi, en qualité d'acteur de la transformation logistique du continent africain en général et de la Côte d'Ivoire en particulier, nous allons, au-delà de l'Aerohub, réaliser la construction d'une plateforme logistique au PK28.

Elle sera située dans les alentours de la nouvelle zone industrielle. Nous avons enfin en projet l'aménagement de nouveaux entrepôts de stockage et de stations d'empotage de commodities à San Pedro. Naturellement, nous poursuivons le plan de développement de nos activités ferroviaires et portuaires conformément aux engagements convenus avec les autorités concédantes.

INTERVIEW RÉALISÉE PAR

YA DAVID

### Tendance

**AFFAIRES.** La 2<sup>e</sup> édition de la convention d'affaires dénommée Lisanga aura lieu, les 23 et 24 septembre, à Pointe-Noire, en République du Congo. Organisée par la Chambre de commerce d'industrie, d'agriculture et des métiers de Pointe-Noire, Lisanga est une plateforme de rencontres, d'échanges entre les attentes et les offres dans divers secteurs ciblés lors de B to B.

L'agroalimentaire, l'industrie et le numérique, domaines d'investissements à fort potentiel, selon la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci), associée à cet événement, seront les principaux secteurs mis en évidence.

Vu l'importance de ce rendez-vous, la Cci-Ci appelle les opérateurs économiques ivoiriens à saisir les opportunités d'affaires offertes, afin d'augmenter leurs parts de marché en prospectant de nouveaux horizons. Et aussi de relever de nouveaux défis à travers des partenariats gagnant-gagnant.

Projet d'autonomisation des femmes (Swedd)

# La Banque mondiale forme les unités de gestion

Un atelier de quatre jours s'est ouvert, hier, au Novotel au Plateau.

**L**e Fonds des Nations unies pour la population et la Banque mondiale organisent, depuis hier, un atelier régional de formation de quatre jours sur la méthode de géo-capacitation du portefeuille (Gems) au Novotel au Plateau, dans le cadre du projet d'Autonomisation des femmes et divendement démographique au Sahel (Swedd). C'est une quarantaine d'experts des pays bénéficiant de ce projet (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad) qui seront formés à l'usage de l'outil KoboToolBox (Ktb), pour un suivi en temps réel des activités et interventions. Au sortir de l'atelier, les futurs administrateurs réseaux seront capables de maîtriser pleinement l'outil KTB



De gauche à droite : Kelly Gwenaëlle Bachelot, le Dr Souleymane Fadiga et le Pr Joseph Vyanka Dondera. (PHOTO: JOSEPHINE KOUADIO)

et d'exploiter les données collectées avec cette application. Il s'agit là d'un atelier essentiel à la mise

en œuvre, à la consolidation et au passage à l'échelle du projet Swedd. Car il donnera les moyens

aux experts nationaux d'assurer le suivi permanent et l'exécution physique des différentes

activités dans les zones d'intervention. Représentant la ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté, le Dr. Souleymane Fadiga, conseiller technique, s'est félicité de la mise à disposition des pays bénéficiaires de cet outil développé par la Banque mondiale et qui permettra la mise en place d'une base géo-référencée des actions du projet Swedd et d'en faire un suivi permanent. Parce qu'au dire du Dr Souleymane Fadiga, « cette formation se présente comme une aubaine pour nous pays membres du projet Swedd afin d'agir efficacement pour le bien-être des populations de nos zones cibles et permettre à terme une expansion à une plus large échelle de nos interventions ».

Pour sa part, le Pr Joseph Vyanka, directeur de la Santé de la reproduction de l'Unfpa, a rappelé que

la « bonne collaboration entre son institution et les différents pays a permis au projet d'atteindre des résultats probants avec une forte mobilisation des décideurs politiques, de leaders religieux et communautaires ». Ainsi, ce projet a permis le maintien dans le système scolaire de plusieurs adolescentes et de susciter la demande de planification familiale auprès de celles-ci au travers des stratégies mises en place, a-t-il souligné. Donnant quelques précisions sur les travaux, Kelly Gwenaëlle Bachelot, Formatrice de la Banque mondiale, a indiqué qu'au sortir de l'atelier, les apprenants seront capables de suivre les projets depuis leurs bureaux et d'analyser les données collectées grâce à l'application en temps réel. Cela, par le biais de technologies simples, gratuites et utiles pour des applications variées ■

ABOUBAKAR BAMBA

## Entrepreneuriat féminin

### 3 500 femmes ont achevé leur formation à Port-Bouët



Les participantes à la formation ont immortalisé l'instant.

**T**rois mille cinq cents femmes bénéficient d'une formation en entrepreneuriat dans la commune de Port-Bouët depuis le 27 août. À l'initiative de cette action, la Fédération ivoirienne des petites et moyennes entreprises (Fipme) à travers sa Commission genre femme entrepreneuriat (Cgfe). La présidente de cette Commission de la Fipme, Zékré Bléhon Claudine, a participé à la séance d'hier pour s'assurer du bon déroulement de la formation. « Je suis venue vous encourager à entreprendre...

Une femme qui entreprend, c'est le pays entier qui gagne », a-t-elle lancé, avant de souligner que grâce à l'entrepreneuriat féminin, la pauvreté sera vaincue. « Avec vous, nous allons faire les funérailles de la pauvreté », a-t-elle commenté. Pour sa part, Kohoué Lawson Hugnette, secrétaire générale de la Cgfe, a exhorté les entrepreneures en exercice et en devenir à savoir concilier vie professionnelle et vie familiale. « N'abandonnez pas votre famille à cause de votre travail, mais ne laissez pas votre travail pour votre famille, parce

que vous devez contribuer aux charges de la maison. Ayez les deux visages », leur a-t-elle conseillé. Quant au Dr Samuel Mathez, promoteur du concept « Entreprendre à zéro franc », il a expliqué que la formation dispensée aux femmes devrait leur permettre de démarrer une activité génératrice de revenus sans recevoir un seul franc extérieur. « C'est lorsqu'elles auront démarré par elles-mêmes leurs activités qu'un dispositif que nous avons mis en place viendra les accompagner pour les aider à se développer », a-t-il précisé. Quant aux retom-

bées de cette formation, plusieurs bénéficiaires ont dit leur satisfaction. Pour Etienne Aurélie, une telle formation est la bienvenue. « Grâce à elle, on peut désormais faire la différence entre le capital et le bénéfice. Avant, ce n'était pas le cas. On travaillait dans le vide », a-t-elle indiqué. Yao Célestine, elle, souhaiterait que cette formation soit organisée le plus souvent. « Je vends des pagnes. Ce que j'apprends ici m'ouvre l'esprit. Il y a des choses que je faisais mais qui ne m'arrangeaient pas. Je vais arrêter. Je saurai gérer mon entreprise désormais », s'est-elle félicitée.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de la caravane de formation pour l'autonomisation de 100.000 entrepreneures en Côte d'Ivoire. Prévue pour prendre fin aujourd'hui, l'étape de Port-Bouët sera suivie de celle de la région du Tonkpi. La remise des diplômes aura lieu le 6 septembre dans la commune du Plateau. Organisée en partenariat avec la Fondation africaine pour l'entrepreneuriat et le développement économique (Fafed), cette caravane se déroulera dans les 31 régions du pays ■

FRANCIS KOUAME

## Transport terrestre Les accidents en hausse de 13,28% en 2018

**L**es accidents de la voie publique en Côte d'Ivoire ont connu une hausse de 13,28% en 2018, passant de 8671 à 9826 cas comme rapporté par plusieurs médias. En 2018, les services de police ont enregistré environ 9270 « accidents corporels et 556 accidents mortels pour 623 décès. » A Abidjan, l'on dénombre en moyenne, une vingtaine d'accidents de la route par jour », a annoncé le commissaire de police Kounvolou Coulibaly, en charge de la voie publique à Abidjan, cité par Apanews. Le responsable de la police intervenait à l'occasion d'un atelier organisé par l'Organisation mondiale de la santé (Oms). L'objectif étant de contribuer à améliorer les données de décès liés à la circulation routière en Côte d'Ivoire. Ces accidents qui sont dus pour la plupart à l'excès de vitesse, l'imprudence du conducteur et du piéton, à la consommation de stupéfiants concernant les chauffeurs, ont représenté 3% des sinis-

tres durant l'année 2017. En 2015 par exemple, le coût économique des accidents était estimé à 100 milliards de FCfa (0,5% du Pib), selon le ministère du Plan et du Développement. D'après le cabinet MB & Associés, dans le cadre de l'étude de faisabilité du projet de mise en place d'un tampon de trésorerie entre les structures sanitaires de référence et les entreprises d'assurances pour la couverture des frais médicaux des accidentés de la voie publique, s'appuyant sur des données de 2014, le coût socioéconomique des accidents s'était établi à 82,64 milliards de FCfa dont 29 milliards de FCfa au titre des personnes décédées et 53,64 pour les blessés. Les estimations du coût socioéconomique de ces accidents, la prise en charge médicale des blessés (évacuation, soins médicaux et hospitaliers), représentent 32,95% du coût économique des blessés. Ce qui représente 17,6 milliards de FCfa ■

ANOH KOUAO

## PROJET D'EMBELLISSEMENT DE PORT-BOUËT

## Un affrontement évité de justesse entre la mairie et le district, hier

Ackah Anodjo (2e adjoint au maire): «Ce que nous voulons, c'est d'embellir l'entrée de Port-Bouët»

Entre le district d'Abidjan et la mairie de Port-Bouët, qui est pour ou contre le développement de la commune de Port-Bouët ? De fait, un projet d'embellissement de la cité balnéaire oppose actuellement ces deux collectivités territoriales.

Hier, lundi 2 septembre 2019, alors que les équipes de la mairie étaient sur le terrain dans le cadre dudit projet au niveau de l'axe d'entrée de la commune, côté abattoir en allant au rond-point d'Akwaba, des services du district d'Abidjan en compagnie de cargos de policiers se sont opposés. Les autorités municipales avec à leur tête, le 2e adjoint au maire, Ackah Anodjo, arrivées sur les lieux, ont tout simplement été refoulées par les forces de l'ordre au motif que l'espace en question appartiendrait au district et qu'elles sont là pour le protéger. Un affrontement entre les deux camps a même été évité de justesse.

Voulant en savoir davantage, les responsables du district présents sur les lieux ont refusé de décliner leur identité et de parler à la presse. Du côté de la mairie de Port-Bouët, c'est sans difficulté que les adjoints au maire, Ackah Anodjo et Olivier Monnet, en présence du conseiller municipal Balogoun Youssouf se sont ou-



Les policiers (en arrière-plan) envoyés par le district se sont opposés aux actions des agents de la mairie. (PH. DR)

verts aux hommes de médias pour dire leur part de vérité dans cette affaire.

Dans la salle de conférences de ladite mairie, M. Anodjo a expliqué l'origine de la crise. Selon lui, Port-Bouët étant l'entrée principale de la Côte d'Ivoire, il est opportun pour la mairie d'embellir l'entrée afin d'offrir aux touristes un «Abidjan nouveau».

C'est dans ce cadre, a-t-il confié, que des rencontres avec le syndicat des vendeurs de bétails ont abouti à un accord. Ledit syndicat a décidé de rester dans l'enclos. Et contre toute attente, a-t-il expliqué, les services du district, avec qui des discussions piétinent, ont engagé des travaux de construction d'une clôture dans l'emprise de la gare ferroviaire de

Port-Bouët. Abattoir pour, disent-ils, «sécuriser le domaine du district et de débarquer les bovins». «Nous demandons au district de nous permettre d'améliorer les entrées de Port-Bouët. Ce que nous voulons, c'est d'embellir Port-Bouët. Nous ne demandons pas à récupérer l'abattoir mais qu'on nous laisse embellir l'entrée de Port-Bouët. Nous voulons faire aussi le recouvrement au niveau des populations qui sont à faire aussi le recouvrement au niveau des populations qui sont à l'abattoir», a tonné l'adjoint au maire, regrettant que la police et des loubards s'opposent au projet. «Nous pensons que nos populations commencent à en avoir marre. Si le gouverneur ne fait pas l'effort de comprendre ce que nous voulons faire, cela va provoquer des conflits entre les populations», a-t-il ajouté non sans dénoncer la construction récente d'une cimetière par le district à l'abattoir sans l'avis de la mairie de Port-Bouët.

De son côté, le 5e adjoint au maire, Olivier Monnet s'en est pris ouvertement au gouverneur

du district d'Abidjan, Robert Beugré Mambé. «Nous constatons que le gouverneur du district traite avec mépris notre maire et les populations de Port-Bouët. J'en veux pour preuve le moment de la Tabaski où il a construit des enclos sans même avoir l'élégance d'informer la mairie», s'est emporté M. Monnet avant d'ajouter: «Le district en tant que tel n'a pas de territoire. Il doit travailler en bonne intelligence avec toutes les 13 communes d'Abidjan». Le 5e adjoint au maire va plus loin en indiquant que la loi n° 2003-2008 du 7 juillet 2003 portant transfert et répartition des compétences de l'État aux collectivités territoriales en son article 5 stipule que «les transferts de compétence de l'État aux collectivités territoriales ne peuvent engendrer des rapports hiérarchiques ou de tutelles entre ces collectivités». Par la suite, il a évoqué l'article 7, qui souligne que «la réalisation d'un équipement sur le territoire d'une collectivité territoriale ne peut être entreprise par l'État, par une collectivité territoriale sans consultation préalable de la collectivité concernée». Pour Olivier Monnet, le district veut tout simplement empêcher le maire de Port-Bouët de travailler pour le bonheur des populations. «Ce n'est pas acceptable», a-t-il terminé.

La mairie de Port-Bouët annonce dans les plus brefs délais une réunion de municipalité afin de voir les actions à mener au pire des cas, elle va ester en justice. Dans un courrier en date du 6 août 2019 adressé au gouverneur du district, le ministre des Transports, Amadou Koné a demandé «l'arrêt des travaux de clôture en gare ferroviaire de Port-Bouët» initiés par le district au motif que «cet espace fait partie des biens fonciers dévolus au chemin au fer».

Cyrille DJEDJED

## BOULEVARD NANGUI ABROGOUA D'ADJAMÉ

### Le maire prend un arrêté pour ouvrir le site propre de la Sotra à tous les automobilistes

L'un des grands bénéficiaires de l'opération de déguerpissement du boulevard Nangu Abrogoua est incontestablement la Société des transports abidjanais (Sotra) dont le site propre était envahi par les commerçants installés de façon anarchique sur cette voie.

Toutefois, selon des informations en notre possession, le maire a pris depuis le vendredi 30 août 2019, un arrêté municipal pour ouvrir le boulevard aux autres automobilistes.

«Nous avons sollicité l'aide de la Sotra qui est le plus grand bénéficiaire du boulevard Nangu Abrogoua à cause de son site propre. Malheureusement nous n'avons reçu aucun appui de la part de cette entreprise de transport public», a affirmé le maire, Farikou Soumahoro pour justifier sa décision. «En ma qualité de premier magistrat de la commune d'Adjamé, j'ai pris un arrêté municipal autorisant la circula-



Un bras de fer pointe à l'horizon entre Soumahoro Farikou et le directeur général de la Sotra, Melté Bouaké (PH. DR)

tion de tous les automobilistes sur le site propre de la Sotra», a-t-il ajouté. Le maire d'Adjamé a précisé que cette décision rentrera en vigueur dans les prochains jours dès sa publication dans le journal officiel. «Le transport est libéralisé en Côte d'Ivoire. On ne peut pas donner un site à un transporteur et laisser les autres. L'arrêté va permettre

l'ouverture de ce site à tous les automobilistes», a-t-il conclu. Pour avoir sa réaction suite à la décision du maire d'Adjamé, nous avons joint la Sotra. «Nous n'avons pas de commentaire à faire. Nous n'avons pas reçu cet arrêté municipal», nous a-t-on laissé entendre du côté de la Sotra.

Landry BEUGRE (stg)

## Baba Coulibaly (directeur de la communication du district):

### «On déplore cette situation»

«On déplore cette situation. La mairie de Port-Bouët est avant tout une commune du district d'Abidjan. Le gouverneur Mambé et le maire Emmou ont la même vision de développement. Nous n'avons pas besoin de violence. Le district ne peut pas aller à l'encontre d'un projet de développement. Mais, ce qu'il faut savoir, c'est que nous, district, avons également un projet d'embellissement de cette zone. Et cela fait partie de nos grands chantiers. Nous voulons inviter la mairie à accepter de discuter. Le conseil municipal est membre du conseil du district. On appelle la mairie à s'asseoir avec le district pour trouver une solution», a déclaré Nicolas Baba, directeur de la communication au district d'Abidjan joint par téléphone hier, lundi 2 septembre 2019 peu après 17 heures.

C.D

## MISE EN ŒUVRE DU PROJET SWEDD

### Les responsables de suivi-évaluation formés à l'usage d'un nouvel outil

Pendant quatre jours, les responsables de suivi-évaluation et les points focaux géo-capacitation, près d'une quarantaine d'experts, provenant des sept pays membres du projet régional d'Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (Swedd) seront formés à l'utilisation de la plateforme KoboToolBox (Ktb). «L'atelier régional de formation sur la méthode de géo-capacitation du portefeuille» s'est ouvert ce lundi 2 septembre 2019, à Abidjan-Plateau.

KoboToolBox est une plateforme qui permet de faciliter le suivi de la mise en œuvre des activités et interventions en temps réel. Cet atelier qui est organisé en partenariat avec le ministère de la Cohésion sociale, de la Solidarité et la Lutte contre la pauvreté, la Banque mondiale et le Fonds des Nations unies pour la po-



Les participants seront formés à l'usage de la plateforme KoboToolBox. (Ph. DR)

pulation (Unfpa) vise à instruire les futurs administrateurs réseaux de sorte à leur assurer une pleine maîtrise de l'outil Ktb et l'exploitation des données collectées avec cette application.

«Collecter les données est d'une importance capitale pour les acteurs de développement qui œuvrent dans les

pays du monde, en particulier les pays du Sud», a indiqué Pr Joseph Vyankandondera, directeur de la santé de la reproduction à l'Unfpa. Il a expliqué qu'au fur et à mesure que les années passent, les méthodologies de collecte de données ainsi que ses outils évoluent. De nos jours, pour-

les Technologies de l'information et de la communication (Tic) ont pris de l'avance dans tous les domaines. Aussi, a constaté Pr Joseph Vyankandondera, beaucoup d'avancées technologiques ont vu le jour en matière de recherche, de collecte d'informations de qualité et sécurisée.

Ainsi, a informé le directeur de la santé de la reproduction, en vue d'améliorer l'efficacité dans la mise en œuvre des projets et disposer d'informations en temps réel sur l'évolution des activités, la Banque mondiale a développé cet outil de géo-capacitation du portefeuille d'actions qu'est «KoboToolBox». «Cet outil constitue pour nous une aubaine dans la mesure où il nous permettra de renforcer les capacités de nos équipes dans le suivi de nos programmes d'activité respectifs et de s'assurer d'une bonne exécution du projet Swedd en collaboration

avec les unités de gestion», a noté Pr Vyankandondera.

Pour sa part, Fadiga Souleymane, conseiller technique représentant la ministre de la Cohésion sociale, de la Solidarité et la Lutte contre la pauvreté, a rappelé que depuis 2017, le projet Swedd est rentré dans sa phase active à travers la mise en œuvre de plusieurs initiatives en faveur des populations, telles que l'appui alimentaire, l'octroi de bourses et de moyens de locomotion aux jeunes filles pour assurer leur maintien à l'école. Aussi, a-t-il relevé, près de 4060 espaces sûrs et 1640 écoles de maris et futurs maris et trois centres d'excellence proposant trois masters en sciences obstétricales et infirmières ont été mis en place dans les différents pays membres.

Le projet Swedd œuvre à l'amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes filles et à la réduction des inégalités de genre dans le Sahel. Les pays membres du Swedd sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

Elysée LATH

## 5ÈME RECENSEMENT DE LA POPULATION

### Voici l'état d'avancement de l'opération et les perspectives

L'appel du Dg de l'Ins aux journalistes

Le recensement de la population ivoirienne de 2019, le 5ème du genre, a été lancé le 14 décembre 2018. Dressant le bilan à mi-parcours de cette opération au cours d'une rencontre, vendredi 30 août 2019, le Directeur général (Dg) de l'Institut national de la statistique (Ins), N'Guessan Doffou a affirmé que les choses avancent très bien. Il a informé que depuis mars 2019, l'Ins et le Bureau national du recensement réalisent la cartographie censitaire à l'intérieur de la Côte d'Ivoire. La cartographie censitaire, a-t-il expliqué, permettra de disposer des zones de dénombrement. «À ce jour, nous nous apprêtons à lancer la cartographie censitaire à Abidjan», a mentionné le Dg de l'Ins. S'agissant des activités réalisées à ce jour, il est évoqué, entre autres, la prise d'un décret et d'arrêtés de nomination des membres des différents organes du cadre



Pour le succès du recensement de la population 2019, le Dg de l'Ins a décidé de mettre à contribution les journalistes et les organisations professionnelles. (Ph. DR)

institutionnel et la formation des agents cartographes pour le district d'Abidjan du 16 au 27 août 2019.

Au titre des perspectives, la rencontre avec le gouverneur et le préfet du district d'Abidjan en vue de l'installation des comités communaux devrait avoir lieu ce 2 septembre

2019. Les activités préparatoires à l'étape du dénombrement sont prévues d'octobre 2019 à février 2020, le dénombrement devant se tenir de mars à avril 2020 et l'enquête post-censitaire en mai 2020.

En vue de réussir la communication autour de cette opération, N'Guessan Doffou a

décidé de mettre à contribution les journalistes. À cet effet, il a procédé, avec des partenaires, à la mise en place d'un cadre de collaboration avec la presse à deux niveaux. «Il s'agit de la mise en place d'un réseau de journalistes et d'une plateforme de collaboration avec les patrons de

presse et les organes de régulation», a souligné le Dg de l'Ins.

Le représentant du Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa) a adhéré à cette initiative, faisant remarquer que les médias sont des agents du changement. Il a souligné que leur expertise et contribution dans le processus de recensement seront indispensables.

Le budget du recensement de la population est de 23,9 milliards de fca, dont un solde de 13,38 milliards de fca à mobiliser par l'État de Côte d'Ivoire et les contributions financières des principaux partenaires techniques étant respectivement de 4,320 milliards de fca (Banque africaine de développement - Bad) ; 6 milliards de fca (Banque mondiale) et 198 millions de fca de la Badae. L'Unfpa apporte une contribution technique.

I.B.

## DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU BÉLIER

### Ce que le président Yéboué Pascal attend des cadres



Le président a présenté les différentes articulations du programme triennal 2020-2022. (Ph. P.K.)

C'est la sous-préfecture de Yakkabo Sakassou, département de Didiévi, qui a abrité la 4<sup>e</sup> session ordinaire de l'exercice 2019 du conseil régional du Bélier, le vendredi 30 août 2019. Selon son président Yéboué Kouamé Kouassi Pascal, ce déplacement à Yakkabo Sakassou, loin du siège basé à Toumodi, répond au besoin de rapprocher le conseil des populations. Ce, afin qu'elles connaissent comment celui-ci fonctionne et l'aider à mener à bien sa mission. A cette occasion, le président Yéboué Kouamé Pascal a appelé les cadres à cultiver l'esprit de solidarité, car, dira-t-il, «c'est dans la solidarité que nous pourrions faire beaucoup pour nos parents avec le peu de moyen que nous avons». Au terme des travaux, le programme triennal 2020-2022 a été adopté par les 25 conseillers présents sur les 35. La mise en œuvre de ce programme contri-

buer au développement socio-économique des populations à travers la construction d'infrastructures de base, la mise en activité des jeunes et des femmes à travers les activités génératrices de revenus et d'emplois. «Je voudrais remercier les uns et les autres pour le travail accompli. Le conseil régional est l'instrument mis à la disposition des populations pour leur développement», a souligné l'ancien directeur de la Société des transports abidjanais (Sotra). «Il est bon que nos parents se mettent ensemble. C'est ensemble qu'on est fort, c'est ensemble qu'on peut obtenir beaucoup», a-t-il réitéré à l'endroit des conseillers. Yéboué Kouamé Pascal a aussi fait mention des réalisations du conseil, dont le montant de l'investissement s'élève à 401 996 449 fca.

Faut-il le noter, les grandes articulations du programme triennal

2020-2022 se déclinent comme suit : au niveau des actions, on en dénombre 28 d'un coût total de 702 350 000 fca financées par la dotation de l'Etat. Les activités génératrices de revenus et d'emplois seront financées sur la période triennale à hauteur de 200 millions de fca, soit 28,5% du montant total des actions. Quant aux 92 opérations, elles seront financées à hauteur de 5 794 199 000 fca dont 72 reconduites, d'un montant de 5 282 199 000 fca et 16 nouvelles opérations d'un montant de 512 000 000 fca. Les opérations inscrites au programme triennal 2020-2022 seront financées par les ressources constituées des subventions de l'Etat (2 646 142 000 fca) et des prélèvements sur fonds d'investissement (2 948 057 000 fca).

Patrice KOUAHO,  
Correspondant régional

## INDENIÉ-DJUABLIN / ENTREPRENEURIAT FÉMININ

### Les femmes découvrent les opportunités qui s'offrent à elles

L'hôtel Indenié d'Abengourou a servi de cadre pour la célébration de la journée de l'entrepreneuriat féminin dans l'Indenié-Djuablin. C'était le samedi 31 août 2019. Pour la circonstance, environ 500 femmes ont effectué le déplacement pour s'imprégner des opportunités qui leur sont offertes par l'Etat de Côte d'Ivoire. Selon Adom Hervé, parrain de cette cérémonie placée sous le patronage du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la Promotion de l'investissement privé, Essis Esmel Emmanuel, de nombreuses femmes du département d'Abengourou manifestent la volonté de se lancer dans des activités génératrices de revenus. Il a précisé que l'initiative de cette journée se présente comme un début de réponse concrète aux requêtes des femmes de l'Indenié-Djuablin. Suivant le thème de cette journée, «Entrepreneuriat féminin : enjeux et perspectives pour l'autonomisation des femmes dans les régions de la Côte d'Ivoire, cas de l'Indenié-Djuablin», Adom Hervé a indiqué qu'il cadre avec le Programme social du gouvernement (Psgouv). Par ailleurs, il a réitéré sa reconnaissance à Mme Konaté Adjia Christine, présidente de la Fédération des associations féminines du département d'Abengourou (Fafda) pour l'initiative et la mobilisation. Ahui Maturin, expert au Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (Cepici) a exposé sur le thème de la journée. Il a traduit aux femmes la volonté du Cepici de les accompagner et les orienter pour la création en bonne et due forme de leur entreprise. Il leur a demandé d'épargner afin de se servir de ces fonds pour opérer des investissements. Poursuivant, le conférencier a relevé que la région de l'Indenié-Djuablin regorge d'énormes potentialités au niveau des ressources forestières, des produits agricoles d'exportation et des productions animales. Ainsi, a-t-il exhorté les femmes à entreprendre dans ces domaines en orientant leurs investissements dans la transformation de ces ressources. Cette journée de l'entrepreneuriat féminin à Abengourou a été également marquée par une session de témoignages de femmes entrepreneurs pour encourager leurs sœurs débutantes à s'investir dans les activités génératrices de revenus.

Jean Miguél Nathan à Abengourou



Adom Hervé (en tunette), entouré de participantes à la journée de l'entrepreneuriat féminin. (Ph. J.M.N.)

## TRANSFORMATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES

### Le recensement des acteurs a commencé

L'Union régionale des transformateurs d'Abidjan (Urta) a lancé une activité de recensement de tous les acteurs du collège des transformateurs des communes d'Abidjan. Ce, afin de constituer une base de données fiables, et aussi garantir la sécurité alimentaire des populations. Pour cela, l'association a recruté 1000 jeunes qui vont investir le terrain à l'effet de procéder au recensement des acteurs. Ces jeunes ont été sensibilisés sur l'importance du recensement, lundi 2 septembre 2019, à la mairie d'Abobo. Par ailleurs, ils ont aussi été instruits sur leur mission et leur contribution dans le processus d'enrôlement. Les acteurs visés sont, entre autres, les



Abdoul Karim Fofana (avec le micro) a invité les agents recenseurs à honorer leur engagement envers l'association et la population. (Ph. DR)

chevillards, les grilleurs et brailleurs de poulets/poissons, les restaurants et hôtels, les maquis. L'opération se déroulera du 2 septembre au 31 octobre 2019. Hervé Ouguehi, secrétaire général de l'Urta, a fait comprendre que cette campagne de recensement a été initiée en vue de connaître le poids de la filière dans l'économie du pays et parvenir par la même occasion à organiser le secteur pour garantir la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire. L'objectif est d'enregistrer environ 500 000 acteurs sur la période du recensement. De plus, il a expliqué que cette campagne sera bénéfique aux transformateurs d'autant plus qu'à partir de 2020, l'Etat de Côte d'Ivoire exigera de ceux-ci une au-

torisation pour exercer leur activité légalement sur le territoire. De ce fait, a-t-il ajouté, la collecte de données permettra à l'association de constituer un dossier formel qui sera soumis au gouvernement. Abdoul Karim Fofana, Président du conseil d'administration (Pca) de l'Urta, a quant à lui, exhorté les agents recenseurs à s'appliquer à la tâche qui leur a été confiée. «Certains vendeurs ont des maladies dont on ignore l'existence. Mais à travers ce recensement, les choses vont changer. Bien que vous serez payés pour ce travail, le plus important est de garder en tête votre mission», a-t-il exhorté.

Chadon ABE (stg)







